

Des ONG trafiquantes d'humains



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 10 mai 2017

La polémique concernant les liens entre ONG et trafiquants d'êtres humains ne désenfle pas malgré les dénégations des associations et du monde politique.

Quatorze personnes, accusées de travail forcé, d'abus de pouvoir et de tentative de fraude aggravée contre l'État, ont été arrêtées dans la région de Cosenza, dans le sud de l'Italie. Elles sont soupçonnées d'avoir exploité une trentaine de migrants subsahariens dans les champs de récolte de fruits et légumes à moins de 2 euros de l'heure et, en parallèle, falsifié des documents pour continuer à empocher les 35 euros par jour et par tête de migrant dévolus par l'État italien. Ces derniers étaient sélectionnés en fonction de leur robustesse et leur docilité, et les récalcitrants maltraités physiquement et psychologiquement (privation de nourriture, d'eau chaude, etc.). Parmi les personnes aux arrêts, le directeur et deux responsables du centre d'accueil les hébergeant.

L'enquête, déclenchée par la plainte d'un Nigérian et confirmée par des écoutes téléphoniques, a rappelé le système d'exploitation courant dans cette région, où les « caporali », les recruteurs de travailleurs journaliers, ratissent squats, centres d'accueil et zones rurales pauvres à la recherche de main-d'œuvre bon marché à la limite de l'esclavagisme, pour les fournir aux propriétaires des exploitations agricoles ou des chantiers de BTP. On estime à plus de 400.000 le nombre de demandeurs d'asile et autres clandestins employés illégalement dans les campagnes transalpines.

Si ce système criminel ne concerne pas seulement des clandestins mais touche aussi des Italiens précaires, le scandale a éclaté alors que le thème du caractère organisé de la crise migratoire occupe la une des journaux et des esprits italiens.

La récente polémique concernant les liens entre les ONG et les trafiquants d'êtres humains ne désenfle pas malgré les dénégations des associations et du monde politique.

Les sauvetages en mer dans les eaux territoriales libyennes – qui reviennent à aller prélever les migrants directement en Afrique – ne sont plus un secret pour personne.

Avant cela, l'affaire « Mafia Capitale », dont le principal accusé s'exclamait que « *les immigrés, ça rapporte plus que la drogue !* », comme les révélations de coopératives sociales qui s'enrichissent (légalement ou non) avec l'accueil des migrants, révélaient au grand public le business de l'immigration. Et les chiffres officiels tombent : seuls 2,65 % des clandestins parvenus en Italie en 2016 sont de véritables réfugiés.

À cela s'ajoutent les diverses affaires relatives à l'exploitation des clandestins, les terribles conditions de vie auxquelles ils peuvent être soumis, ou leur contraire : leurs villégiatures dans des résidences de luxe, les rixes dans les centres-villes entre bandes rivales, leurs casses aux cris de « On veut la Wi-Fi », « On veut des vêtements Armani », les prises d'otages de personnel humanitaire, les viols, etc. Toutes ces informations, relayées par les médias indépendants ou officiels, parviennent aux citoyens.

Les consciences s'éveillent... sans toutefois créer de réaction. Preuve qu'on s'habitue à tout. Même au pire ?
Source : Boulevard Voltaire